

Les Cahiers du Gedisst

n° 21 - 1998

Les paradoxes de la mondialisation

Coordonné par Helena Hirata et Héléne Le Doaré

Les *Cahiers du Gedisst* émanent du Groupe d'études sur la division sociale et sexuelle du travail, un laboratoire du CNRS. Cette publication, qui paraît trois fois l'an, entend mettre l'accent sur les débats théoriques relatifs aux rapports sociaux de sexe et de pouvoir, et contribuer ainsi à la production de nouveaux outils, concepts et analyses dans le champ des sciences sociales.

Helena Hirata et Héléne Le Doaré - Les paradoxes de la mondialisation

Fatiha Talahite - L'emploi des femmes au Maghreb. De l'ajustement structurel au post-ajustement

Ruth Pearson - La mondialisation et les emplois informatisés. Avantages et risques pour les femmes

Sara-Lara - L'émergence d'une agriculture flexible et les transformations du marché du travail rural en Amérique latine

Jeanne Bisilliat - Les logiques d'un refus. Les femmes rurales africaines et les politiques d'ajustement structurel

Catherine Quiminal - Les associations de femmes africaines en France : nouvelles formes de solidarité et individualisation

Jules Falquet - Le débat du féminisme latino-américain et des Caraïbes à propos des ONGs

Philippe Zarifian - Vers un Peuple-Monde ?

Jeon Sok-Hyoun - Entre l'Église, l'usine et la famille. Histoire de vie d'une ouvrière coréenne

Les abonnements sont annuels et partent du premier numéro de l'année en cours (n° 18-19-20/1997 et n° 21-22-23/1998) France : 260 F - Étranger : 300 F (frais d'envoi compris) - Vente au numéro : 90 F

aux Éditions L'HARMATTAN - 7, rue de l'École Polytechnique - 75005 Paris
Pour l'étranger règlements à effectuer : - en francs français par chèque domicilié sur une banque française - par virement en francs français sur notre CCP 23 625 44 N Paris

LANGAGE ET OPPRESSION DES FEMMES PRÉSENTATION

Ce premier numéro de 98 fait suite aux deux précédents numéros de 97 consacrés à la violence contre les femmes. Il s'agit à présent de langage. Quittons-nous pour autant le champ de la violence? Pas vraiment. En effet, on sait bien que le langage ne constitue pas *de soi* une trêve à la violence puisqu' il peut en être l'instrument. Il s'agira donc ici encore de violence: celle qui s'exerce, à des niveaux et selon des registres divers, *dans et par* le langage. Le langage en effet n'est pas seulement un *miroir* de la société, son reflet ou son expression, ayant par là-même valeur d'indice ou de symptôme. Il est aussi, comme l'a souligné naguère Marina Yaguello, "*partie prenante* dans la production et la reproduction de la société". Ainsi par exemple les mots fournissent-ils, par ce qu'on a appelé la "langue du mépris" — vocabulaire des injures sexistes, tournures péjoratives pour désigner les femmes, contraintes liées au genre — un tableau éloquent de l'oppression des femmes; mais ces mêmes mots ne font pas qu'exprimer quelque chose de déjà là: ils contribuent activement à créer l'oppression, à l'actualiser en permanence et à en pérenniser les effets.

Mais le terme de "langage" paraît si vague (un vrai fourre-tout) qu'on se demande comment on ose encore l'utiliser! Comme il recouvre en effet beaucoup de choses — ou, pour parler plus correctement, beaucoup de niveaux, de dimensions et d'aspects — précisons notre perspective. On sait que depuis Saussure les linguistes ont pris l'habitude (évidemment, c'est davantage qu'une habitude: ce fut une décision épistémologique pionnière et fondatrice de la part de Saussure lui-même) de distinguer soigneusement entre d'une part la *langue* et d'autre part la *parole*. La *langue* — dont l'investigation constitue le seul et unique objet sérieux des linguistes — se laisse décrire principalement comme, en premier lieu, une *structure* formelle (un système), dont les éléments sont des signes, composés chacun d'un signifiant et d'un signifié dont seules importent les valeurs *différentielles*. Et voilà notre *structure* prête à cuire pour tous les structuralismes, anthropologiques, psych-

analytiques et autres; et voilà notre *différence* — chez certains elle a viré au *rance* — prête à porter pour tous les différentialismes; et voilà enfin où prendra judicieusement place, dans un prochain numéro de 98 consacré à la linguistique et au sexisme, la critique de Marcelle Marini: un article intitulé “Quand Lacan met la linguistique au service du sexisme...”, qui raconte comment un brave et honnête modèle scientifique, celui de la linguistique saussurienne, fut par Lacan abominablement [le mot est de moi, pas de Marini] détourné, suborné et mis, comme le précise le titre, “au service du sexisme”. En second lieu, la langue se laisse décrire et caractériser comme une *réalité sociale* à la fois extérieure aux individu-e-s et s’imposant à leur égard comme une contrainte elle-même intériorisée. Quant à la *parole*, elle représentait pour Saussure, et pour les linguistes qui l’ont suivi, une réalité événementielle, purement individuelle et subjective, dont il n’était pas question, pour toutes ces raisons, d’entreprendre une étude scientifique. D’où l’attention exclusive portée, en France notamment, au modèle systémique et différentialiste de la *langue*, au détriment de l’étude des conditions de son exercice, de sa “mise en oeuvre”, ou de sa “mise en discours”. Conditions dont il faut souligner qu’elles ne sont, en fait, pas tant individuelles et subjectives que sociales.

Au cours du XX^{ème} siècle plusieurs courants théoriques sont venus tirer la parole de la relégation saussurienne. Du côté de la philosophie analytique dite du langage ordinaire (Ecole d’Oxford), de la pragmatique (Peirce et Morris), de la linguistique de l’ énonciation (en particulier Benveniste) et de la sociolinguistique (dont porte témoignage l’article de Corinne Monnet), on a insisté sur l’importance de l’usage, de la pratique, des conditions et des effets de la prise de parole et on a cherché à restituer les dimensions et les conditions sociales (intersubjectives et institutionnelles) de l’*acte de langage*. En bref, il s’agissait d’abord d’admettre que ce ne sont pas *les mots* qui signifient, mais que ce sont *les gens* qui se servent des mots pour signifier. Et il fallait aussi reconnaître que l’affaire du langage n’est pas seulement de signifier, ni de représenter, ni même de communiquer, mais d’exprimer, d’instaurer et d’entretenir les rapports — et notamment les rapports de domination — régnant dans la société. Ce numéro est donc consacré dans sa majeure partie aux différents *usages du langage* qui

peuvent être employés, directement ou indirectement, pour instaurer et renforcer la domination sur les femmes et leur exploitation.

Usage conversationnel : dans son article intitulé “La répartition des tâches entre les femmes et les hommes dans le travail de la conversation”, Corinne Monnet étudie la conversation mixte dans le détail afin d’en observer concrètement la structure et le déroulement au regard du genre des conversant-e-s. Si toute conversation est en principe égalitaire, en réalité la conversation femme-homme comporte de nombreuses asymétries. L’analyse concrète du temps de parole, des pratiques conversationnelles et du choix des sujets de discussion conduit à constater une division inégalitaire du travail nécessaire à l’interaction. En effet, ce sont principalement les femmes qui produisent la conversation pendant que les hommes la dirigent et la contrôlent. La conversation mixte participe à l’exclusion des femmes de la communication et à la construction des relations hiérarchiques entre femmes et hommes. Ainsi, nous dit Monnet, nous voyons quelle part active les hommes prennent dans la construction d’une réalité patriarcale. Pour parvenir à cette conclusion, il fallait faire d’abord, avec un certain nombre d’auteures anglo-américaines, l’hypothèse que la conversation est un travail, et ensuite rendre visible la part occultée prise par les femmes dans ce travail. La démarche épistémologique suivie est analogue à celle qui a permis de rendre visible le travail domestique des femmes. Monnet met remarquablement en relief ce que j’appellerai les trois volets d’une oppression apparemment anodine (peu songent à s’en plaindre) mais bien réelle. *Domination* : les hommes mènent la conversation; *exploitation* : les hommes font travailler les femmes sur les sujets qu’ils ont choisis; et *frustration* : les femmes ne travaillent pas leurs propres sujets, leur travail lui-même est interrompu, leur apport productif n’est pas reconnu.

Usage littéraire : les propos fictifs qui apparaissent dans des ouvrages littéraires ne sont certes pas comparables directement aux propos enregistrés lors d’une enquête scientifique. L’objectif n’est pas ici de les mettre sur le même plan. Mais la littérature nous en apprend long sur le réel, même si ce n’est pas son rôle principal, voire pas son rôle du tout. Dans mon article intitulé “La contestation des conventions du discours chez Nathalie Sarraute et chez Monique Wittig”, j’ai voulu montrer que Sarraute et Wittig

exerçaient toutes deux une suspicion sur le consensus social quant au rôle effectif joué par les mots. Elles mettent ainsi en exergue des violences, des abus ainsi que des "scandales" cachés dans les usages courants des mots et des propos. Sarraute nous fait entendre ce qu'on ne veut pas entendre et ce dont on ne veut pas que ce soit entendu. Wittig subvertit, par un travail d'écriture sur les pronoms personnels, le marquage oppressif du genre. Ce qui m'a amenée à associer dans une même étude deux auteures qui sont, par bien des traits, fort dissemblables (et qui sont, de toutes façons, chacune singulière), c'est que j'ai perçu chez elles — outre d'abord une force très grande de contestation — une sensibilité aiguë à la notion de *contrat social* et de *contrat linguistique* ainsi qu'à l'ambiguïté (c'est le moins qu'on puisse dire) des *conventions* qui "monnayent" ce contrat dans l'usage quotidien. Enfin du côté, justement, de la dissemblance, il m'a paru intéressant que ce soit précisément ce que Sarraute ne travaille pas — ce qu'elle considère comme non-pertinent eu égard à sa propre entreprise: la marque du genre et les pronoms personnels — que Wittig a choisi de travailler.

Dans leur article intitulé "Un palais des glaces: images du féminisme français sur Internet", Catherine Rodgers et Gabriel Jacobs examinent les façons dont le féminisme français est représenté sur Internet. Leurs recherches ont pour point de départ une thèse que Christine Delphy a exposée dans un précédent article des *Nouvelles Questions Féministes* ("L'invention du *French Feminism*, une démarche essentielle", NQF, n° 1, 1996). Elle affirme que ce qu'on appelle outre-Atlantique le *French Feminism* n'est qu'une invention anglo-américaine, qui a consisté à sélectionner indûment des auteurs (la plupart notoirement non-féministes) comme Lacan, Kristeva, Cixous et Irigaray, pour en faire une machine de guerre à usage interne contre les féministes américaines constructivistes; cet artefact, du même coup, contribue à ce que soient méconnues, voire ignorées et passées sous silence, les féministes françaises oeuvrant comme telles et se déclarant telles. Les résultats de ces recherches montrent que cette thèse de Delphy se trouve largement corroborée. La longue et minutieuse enquête (des dizaines et des dizaines d'heures passées à scruter l'écran...) menée par Rodgers et Jacobs sur les noms et les titres apparaissant sur Internet révèle l'ampleur des dégâts.

Dans la rubrique *Documents*, Jules Falquet et Isabelle Gautier, membres de la Commission Civile Internationale d'Observation des Droits de la Personne au Mexique, publient leur rapport sur la situation actuelle des femmes dans le Chiapas. Ghaïss Jasser présente une réflexion sur le XX^{ème} Festival International de Films de Femmes à Créteil.

Annonçons enfin que les *Nouvelles Questions Féministes*, associées au Festival International de Films de Femmes de Créteil, préparent, pour le cinquantenaire du *Deuxième sexe*, un colloque international autour de l'oeuvre de Simone de Beauvoir. Vous trouverez toutes les informations à la fin du numéro.

Françoise Armengaud